*L'écologisme est-il soluble dans l'anticapitalisme ? C'est la question que pose en substance Fabrice Flipo dans cette recension de* L'impossible capitalisme vert *de Daniel Tanuro. Pour Flipo, si les rectifications apportées par Tanuro au marxisme sont convaincantes, elles auraient dû donner lieu à davantage de convergences avec l'écologisme. En effet, la critique du productivisme marxien rejoint les arguments mobilisés par l'écologie politique depuis plusieurs décennies sur la nécessaire réforme radicale du mode de production et de consommation. Si Tanuro ne fait pas cet effort, c'est aussi le symptôme d'un recouvrement théorique de l'écologisme par le marxisme, qui laisse en suspens la question des acteurs et des moyens d'une transformation des priorités sociales et écologiques de la production. Fabrice Flipo plaide ici pour une articulation plus problématique, mais aussi plus fructueuse, de l'écologisme et du mouvement ouvrier.*

Publié voici quatre ans, le livre de Daniel Tanuro est l'un des meilleurs dans sa catégorie. Il a été largement salué du côté anticapitaliste, un peu moins du côté écologiste. L'auteur, qui se présente comme ingénieur agronome et environnementaliste, argumente en faveur d'un écosocialisme qui dépasserait les apories de la pensée « verte ». Nous voudrions dans cet article examiner de manière détaillée les tensions qui se font jour dans ce texte, et ce qu'elles révèlent. L'une des faiblesses de ce livre est notamment de procéder un peu par la caricature à propos des mouvements écologistes, tout en reprenant l'essentiel de leurs positions, ce qui a toutes sortes d'implications sur l'analyse, comme nous allons le montrer. En discutant ce livre nous souhaitons contribuer à éclaircir la situation, et donner quelques indications en matière de changement « écolosocial » (ou social-écolo).

## L'écosocialisme ou la mort

Rappelons le propos de Daniel Tanuro. Pour l'auteur nos sociétés sont confrontées à un défi sans précédent, dont la question climatique et donc celle de l'énergie donnent la mesure. L'enjeu est de réduire massivement et sans délai les émissions de gaz carbonique, et par contrecoup la consommation d'énergie. Face à ce défi le capitalisme est un régime qui comporte un double obstacle. Le premier est la recherche du profit et de manière concomitante le refus du marché de payer pour le climat, d'où le prix désespérément bas de la tonne de carbone sur les marchés. Tanuro souligne en outre les dimensions sociales des propositions libérales, ainsi par exemple la proposition faite par Nicholas Stern d'instaurer un prix du carbone mondial et unique, qui, à la manière d'un impôt non progressif, ou d'une TVA, toucherait évidemment plus fortement les petits budgets que les gros, en proportion, en flagrante contradiction avec le principe des responsabilités communes mais différenciées. De manière plus générale le marché ne peut pas piloter une transition écologique, étant animé d'une logique de profit à court terme. Le second obstacle réside dans la logique d'accumulation qui est intrinsèque au capitalisme. Or un passage aux énergies renouvelables, pour être soutenable, n'est possible que si la consommation d'énergie diminue. En effet les énergies renouvelables ne sont pas neutres : elles occupent de l'espace, nécessitent de l'énergie pour être produites etc. Pour Tanuro cette réduction raisonnée est incompatible avec la course capitaliste à l'accumulation, qui ne sait diminuer la consommation que par le truchement de crises aveugles (p. 140).

Face à cela Daniel Tanuro propose une solution en quatre points : saturation des « besoins sociaux réels », réduction de la production globale en réduisant le temps de travail et en supprimant les pollutions, augmentation de l'efficacité énergétique et recours aux

renouvelables, même en cas de rentabilité défavorable, et enfin « créer les conditions politiques et culturelles d'une responsabilisation collective pour ce qui est produit, donc consommé, par une prise en charge démocratique de la transition ». Un tel programme, nous dit-il, est parfaitement inconcevable tant qu'on se situe dans un « pur capitalisme », expression reprise à Michel Husson, où la « loi de la valeur » subsume toute action sous l'impératif de profit et d'accumulation. À partir de là Tanuro se livre à une critique des partis verts et des partisans du « Green New Deal », tels Alain Lipietz dans le livre du même nom ou plus récemment le nouveau parti Nouvelle Donne, qui accueille notamment Susan George, Jean Gadrey ou encore Dominique Méda. Pour Tanuro, « il faut beaucoup d'optimisme, de cynisme ou d'inconscience pour croire à la naissance d'un « capitalisme vert » […] avancé par les partis verts » (p. 210). L'auteur cherche ensuite à démontrer son propos. Il consacre de longues pages à la critique du marché de permis de carbone, local et global. Nous y reviendrons. Tanuro explique plus généralement que le courant écologiste repose à la suite de Hans Jonas sur trois idées : 1/ le respect des équilibres écologiques passerait en premier lieu par la réduction de la consommation, 2/ ce qui induirait la nécessité d'une conversion à une éthique individuelle de la modération, ou alors à l'imposer par la ruse ou par la force, et enfin 3/ le socialisme serait une espèce de superproductivisme (pp. 247-248). Ces trois idées sont fausses, soutient Tanuro, défendant en substance l'idée selon laquelle l'écosocialisme pourrait remettre à l'endroit ce que l'écologisme tient à l'envers. Le respect des équilibres passe en premier lieu par l'abolition du capitalisme, et la gestion de l'économie par les producteurs associés. La conversion individuelle n'est d'aucune efficacité, et remettre le pouvoir dans les mains des producteurs est urgent. Enfin le socialisme n'est pas un productivisme, mais « une société qui produit des valeurs d'usage en fonction de besoins humains réels, démocratiquement déterminés » (p. 252).

La conclusion est percutante, et sans doute convaincante, pour qui pense que l'écologisme se résume effectivement à ce que Tanuro en dit (cf. les trois points autour de Jonas). Le problème est que c'est loin d'être vrai. Aucune mention n'est faite de Gorz, d'Illich, d'Ellul, de Charbonneau ou de Moscovici. Une faible proportion d'écologistes se reconnaîtrait dans la présentation qui est faite de leur courant. Pas un parti vert n'a proposé de s'en tenir à une éthique individuelle de la modération, encore moins d'imposer des changements par la ruse ou par la force. Un tel point de départ conduit Tanuro à escamoter ce que son analyse doit effectivement à l'écologie politique, ou ce qui revient au même à minorer le degré de rupture que sa démonstration engage avec le marxisme classique[1]. Cette présentation quelque peu biaisée des arguments en présence nuit à l'analyse des tensions concrètes qui font jour en pratique, dès lors que l'on cherche effectivement à transformer la société. Elle n'éclaire pas complètement les enjeux, elle contribue même à en occulter quelques-uns qui sont à notre sens d'une importance majeure : le sujet de la transformation sociale, ou les caractéristiques spécifiques des luttes autour de ce que Marx appelle la valeur d'usage. Ce qui peut encore plus étonner est que les parti-pris de Tanuro se révèlent en réalité peu éloignés de ce qu'il critique chez les écologistes. Pourquoi tant d'incohérences apparentes ? Pourquoi vouloir à ce point se différencier des « écolos » ?

Si l'on se base sur le cadre théorique que nous avons développé notamment dans *Nature & Politique* (2014), l'hypothèse qu'on peut faire est que l'efficacité du livre de Tanuro vient précisément de son positionnement, qui se réclame de l'écologie sur le fond, tout en utilisant les codes symboliques propres à une famille politique traditionnellement hostile à cette question. Si Tanuro est convaincant, pour ce public-là, c'est précisément parce qu'il cherche à se différencier de l'écologisme, en reprenant les représentations les plus courantes de ce mouvement. Au-delà, le caractère caricatural devient évident. Les

insuffisances de ce plaidoyer partial et engagé reflètent les difficultés d'une synthèse écolo-sociale, mais aussi les passages qui sont à l'œuvre aujourd'hui. Ce jeu d'argumentation et de réception entre des publics différents, en direct et à distance, y compris par le biais de caricatures, aide à comprendre quels sont les véritables enjeux.

Démontrons-le. Prenons comme fil conducteur ces trois points que Tanuro présente comme résumant la pensée verte, autour de Jonas.

## Le socialisme est-il « productiviste » ?

Commençons par le troisième point, d'un socialisme « productiviste ». La définition que Tanuro propose du productivisme, « le couple » « produire pour produire » et « consommer pour consommer » » (p. 252), est extrêmement vague, nous y reviendrons. Ce que Tanuro reconnaît en revanche dans son livre est que les formes historiques de socialisme, tant théoriques que pratiques, ont été très méfiantes envers une idée très précise : qu'il y ait des limites à la croissance. Le marxisme classique a souvent estimé qu'un tel argument ne pouvait provenir que d'élites capitalistes inquiètes devant les conséquences de leur propre activité. Tanuro (2005) rappelle que le grand Ernest Mandel lui-même n'avait rien su faire de cette question des limites (p. 276), quand il chercha à s'emparer de la question dans les années 70, à la suite du rapport du Club de Rome. Les tenants de cette approche sont nombreux à cette époque à avoir été incapables de comprendre, ou avoir considéré que la science et la technologie étaient la solution toute désignée. En 1973 Guy Biolat du PCF expliquait par exemple qu'une « des premières conséquences de l'établissement d'un gouvernement démocratique d'union populaire sera de supprimer la contradiction entre la protection de l'environnement et des ressources naturelles d'une part, l'essor de la science et le développement d'autre part. On est bien loin du plan de pénurie de M. Mansholt dans la mesure où on ne sépare pas le développement des forces productives du régime social dans lequel elles s'expriment » (p. 33) ; « des solutions techniques peuvent être trouvées et apportées à la plupart des questions posées. En effet, quand l'esprit inventif de l'homme est capable de résoudre les problèmes posés par les déplacements sur la Lune, il ne fait aucun doute qu'il soit en mesure de résoudre ceux qui font encore l'objet de batailles scientifiques » (p. 35). Claude-Marie Vadrot (1972, 1978) confirme largement cela : lors du Sommet de Stockholm, les militants écologistes ont trouvé face à eux les marxistes et les libéraux, au Nord comme au Sud, unis dans leur défense du productivisme. C'est du côté de mouvements du tiers-monde que l'écologisme a trouvé des alliés.

Tanuro se démarque de cette position classique, historique : il est convaincu que la raréfaction des ressources ne se réduit pas à un argument manié par les capitalistes pour que les pauvres se serrent la ceinture. C'est une rupture franche et nette avec la position marxiste classique, qui occultait l'enjeu au nom du malthusianisme supposé des écologistes. Il a conscience de ce que les possibles technologiques sont limités, qu'ils ne repoussent pas toutes les raretés à l'infini, d'où la nécessité d'une réorientation des modes de vie, d'une profonde transformation de l'aménagement du territoire etc. Tanuro ne soutient donc pas la solution par la technologie et le toujours plus. À deux nuances près, peut-être. La première est qu'il continue de maintenir un certain doute en exprimant son désaccord « avec le « quatrième principe de la thermodynamique » imaginé par Nicholas Georgescu-Roegen, selon qui l'entropie (mesure du désordre) serait une caractéristique fondamentale de la vie, et même de la matière » (p. 268). En consultant ce que dit la note en bas de page qui justifie ce doute on trouve des remarques utiles sur cet auteur mais aussi un certain soutien à la fusion nucléaire et à la séquestration de carbone (Gillis &

Wallenborn, 2007)[2]. C'est pour le moins problématique. Le second est la confiance mise par Tanuro dans les services. L'auteur prétend en effet que l'éducation est un bien immatériel qui peut donc être augmenté à volonté sans effet écologique notable (p. 257). Il ignore qu'un établissement comme La Sorbonne émet par exemple autour de 300 kg de CO2 par étudiant[3]. Plus généralement Jean Gadrey a montré que les services n'étaient pas moins matériels que la production classique (2010), ce que nous avons largement détaillé pour notre part à propos des TIC (Flipo, 2013).

La rupture et les résistances prises ensemble indiquent cependant un point de tension majeure entre marxisme et écologisme : c'est la question des forces productives, comme l'avait bien pointé Alain Lipietz (1995). Elle implique une divergence sur l'origine des limites (« capitaliste » ou technique), qui elle-même engage une discussion sur ce que peuvent la science et la technique, en termes de contribution à l'émancipation. Le marxisme classique est fondamentalement convaincu de la possibilité d'une croissance verte, dont la venue est seulement contrariée par les rapports de production. Le mode de production, quant à lui, n'est pas en cause. Or du côté écologiste la conviction est plutôt que « le mode de production est, de manière directe ou indirecte, la cible majeure »[4].

Sur le plan théorique Tanuro souligne que les lectures de Marx qui le réduisent au productivisme sont excessives, elles manquent ce que cet auteur a pu affirmer sur l'épuisement de la terre et du travailleur, sur le métabolisme etc. Ces passages sont désormais bien connus, inutile de les reprendre ici. L'auteur a la sagesse de prendre aussi ses distances avec les lectures trop complaisantes qui font de Marx un écologiste avant l'heure, tels Burkett ou Foster (p. 272) (Flipo, 2010), ce qui est en effet assez peu crédible, pour toutes sortes de raison. Pour Tanuro, s'ils ont bien perçu la question du métabolisme, Marx et Engels n'ont pas su saisir l'enjeu du passage d'énergies de flux à des énergies de flux. C'est en effet un point majeur, dont il ne semble toutefois pas percevoir toutes les implications, nous y reviendrons. Sur le plan pratique Tanuro admet (p. 264) que les expériences de socialisme réel n'ont pas été aussi écologiques que certains auteurs ont pu le prétendre. Dans l'ouvrage déjà cité Guy Biolat expliquait par exemple que Georges Marchais avait parfaitement conscience des enjeux écologiques et que l'URSS avait déjà mis en place les politiques nécessaires pour y faire face. Quarante ans après, le propos fait sourire. Le programme commun cité par Biolat en référence comme base de l'action en France ne comportait que quelques références vagues aux nuisances et aux ressources naturelles, qu'il faudrait désormais gérer de manière « rationnelle ». L'ensemble était compris comme n'ayant bien évidemment aucune conséquence sur l'élévation à venir du niveau de vie, dont le caractère désirable n'était nullement remis en cause. Bien au contraire : si l'enrichissement matériel s'avérait lent, toute la faute en revenait à l'anarchie capitaliste, incapable de rationalité. Un ouvrage récent a encore enfoncé le clou, tout en croyant démystifier les « idées reçues » sur le marxisme : oui, la société que Marx préconise implique un fort développement de l'économie ; oui, le communisme a l'abondance matérielle comme condition[5], et oui, il y a une accumulation scientifique et technique[6], « la science », sans plus de précisions, étant exempte d'idéologie[7], et donc de politique. Le marxisme se révèle donc conforme aux « idées reçues » que l'écologisme en a. Dès lors à quoi bon, se demande l'écologiste, troquer l'un contre l'autre ? Même si historiquement la promesse de la priorité accordée aux « besoins réels » a fortement séduit les écologistes, qui se sont plus souvent rangés de ce côté que de l'autre, la garantie reste ténue, et n'a commencé à se renforcer que de manière très récente. Tanuro rompt assez clairement avec ces positions.

La charge est forte, et elle nous semble méritée. Mais elle conduit à valider ce que Tanuro

reproche aux écologistes, à savoir 1/ que les écologistes n'ont pas rêvé quand ils ont vu se dresser contre eux un « socialisme ultraproductiviste », 2/ que le respect des équilibres écologique passe bel et bien par une réduction de la consommation, 3/ que rien n'indique clairement pourquoi le socialisme serait un préalable ou même un recours. Peut-être est-ce le cas, mais pas pour les raisons indiquées par Tanuro.

## L'écologisme caricaturé… mais pas dépassé

L'auteur ne se contente pas de critiquer le socialisme, il adhère manifestement aux positions les plus caractéristiques du mouvement écologiste. Il reprend en particulier explicitement à son compte (p. 279) quatre éléments que le marxisme a historiquement très fortement reproché à l'écologisme, jusqu'à aujourd'hui. Le premier est l'idée d'un abandon de la notion de « maîtrise humaine de la nature », au motif qu'un tel objectif est trop complexe (1). Il recoupe le second, qui soutient l'idée d'un abandon la vision utilitariste de la nature comme plate-forme physique à partir de laquelle l'humanité opère (2). Ces deux arguments qui n'en font qu'un ont souvent été présentés du côté marxiste et libéral comme induisant un rapport à la nature qui réintroduisait l'animisme, le religieux ou le néomalthusien. Tanuro endosse cet argument mais fait comme si le mouvement écologiste dans sa totalité disait autre chose. Ce dont il se distancie est en réalité une caricature qu'aucun écolo ou presque n'a jamais soutenu. On trouvera peut-être des néo-païens dans des communautés telles que Findhorn, mais c'est très loin de représenter l'ensemble du mouvement écolo. On ne peut donc que se demander pourquoi Tanuro procède de la sorte. Le second groupe d'idées se ramène aussi à un seul argument, qui soutient (3) que la technique n'est pas neutre socialement, et (4) que la hausse de la productivité du travail doit être critiquée (p. 279). Cette dernière position est parfaitement écologiste, on l'a vu, Tanuro devrait souligner à quel point cette idée est en rupture complète avec ce que le marxisme a défendu pendant des décennies. Ce qu'il ne détaille pas assez est que cela a des répercussions majeures sur ce qu'il en serait d'une révolution et d'une socialisation, entre autres le rôle des machines, de la centralisation de la production ou de l'intellect général dans la socialisation. On perd donc peu à peu le contenu du « socialisme », et même celui de la révolution, c'est un premier point. Le second point, qui tient à un autre aspect du même argument, est celui-ci : que signifie que la technique ne soit pas « neutre socialement » ? Quels sont les choix ? Tanuro est ambigu. Il affirme en effet que la non-neutralité de la technique s'illustre par le fait que les techniques préindustrielles soient différentes des techniques industrielles, qui sont capitalistes (p. 273). Ne faut-il pas alors endosser la lecture de Latouche, selon laquelle nous devons rompre avec l'industrialisme et donc avec la mégamachine ? L'implication paraît logique. Pourtant Tanuro renvoie Latouche à une idéologie monacale de droite, passant sous silence le soutien qu'il apporte notamment aux positions écomunicipales de Bookchin ou de Takis Fotopoulos. Plutôt que de réfuter de manière caricaturale, il aurait fallu clarifier. D'autant que Tanuro semble de nouveau soutenir la perspective développée par Serge Latouche et Alain Gras, quand il affirme que Marx et Engels n'ont pas saisi l'importance du passage au fossile, alors que c'est précisément ce qui marque l'émergence de la société industrielle comme telle. On peut trouver d'autres exemples de ce souci de se différencier sur la forme, moins que sur le fond. On peut notamment se demander ce que Tanuro reproche exactement à la pédagogie des catastrophes, à partir du moment où la majeure partie de son livre est elle-même catastrophiste.

Cette caricature de l'écologisme fragilise sa démonstration en faveur d'un « écosocialisme ». Que serait un socialisme non-productiviste, en effet ? Par qui serait-il

porté ? Comment serait-il organisé ? Quelles sont les réformes ou les révolutions à faire pour nous mettre sur cette voie ? Devrait-il encore être nommé « socialisme » ou ne pourrait-il pas être désigné par exemple comme « société écologique », « conviviale » (Caillé, 2013) ou encore « du bien vivre » ? Tanuro reste dans le vague sur ces points pourtant cruciaux. La définition du socialisme qu'il propose est totalement floue : « une société qui produit des valeurs d'usage en fonction de besoins humains réels, démocratiquement déterminés » (p. 252). À ce niveau-là de généralité les écologistes seront sans doute tous d'accord, sans pour autant se réclamer du socialisme. La définition peut même rassembler une bonne partie des libéraux, car le capitalisme produit des valeurs d'usage, c'est une évidence, dès lors qu'on ne reste pas les yeux rivés sur le seul secteur financier : des iPhone, des automobiles etc. Toutes sortes de valeurs d'usage que le marxisme a souvent admiré d'ailleurs. Le propos de Biolat en témoigne, à nouveau : « mettre en cause le Concorde, l'aérotrain, les transports, la recherche spatiale – et pourquoi pas la culture ? La classe ouvrière dit non en bloc à tout cela » (p. 148). Dans l'analyse illichienne le Concorde ne pourra jamais bénéficier à la plus grande partie de la population, c'est la raison pour laquelle ce moyen doit être critiqué. À quoi ça sert, un Concorde, demandait Serge Moscovici ? On ne trouve pas ce genre de raisonnement dans l'analyse marxiste classique, qui postule sans pouvoir le démontrer que toutes les innovations sont potentiellement généralisables, l'obstacle n'étant que le capitalisme. Outre l'analyse on peut se demander si la classe ouvrière, sujet de transformation privilégié par le marxisme et encore par Tanuro, est bien celui qui peut changer les choses sur le plan écologique. Les positions des syndicats dans la récente conférence sur l'énergie en France ne sont pas très encourageantes. Un examen des textes classiques de Marx conduit à la même conclusion. Les passages « écologistes » chez Marx voisinent avec d'autres, beaucoup plus nombreux, qui font de l'industrie la vérité du rapport de l'être humain à la nature, comme le confirme d'ailleurs le travail d'Alfred Schmidt sur le concept de nature chez Marx (1962). La définition que Tanuro propose du productivisme est extrêmement vague, ce serait « le couple « produire pour produire » et « consommer pour consommer » » (p. 252). Le capitalisme, on vient de le voir, n'est pas réductible à cette perspective, ou alors le socialisme l'est aussi. Expliquer le productivisme de l'URSS par quelques vagues indications pointant le management soviétique ne suffisent évidemment pas à clarifier les enjeux d'un socialisme non productiviste. L'auteur est contraint à la conclusion suivante : le socialisme « n'a encore été réalisé nulle part » (p. 256). On retombe alors sur les mêmes questions : pourquoi conserver cette dénomination qui peut paraître bien encombrante, après de telles critiques ? Ce n'est pas clair.

Le fait de caricaturer le positionnement écologiste conduit aussi Tanuro à se contredire, et du coup à obscurcir plus qu'à clarifier certains enjeux. C'est le cas des marchés de carbone. Il montre à juste titre que ce que Sunita Narain et Anil Agarwal (1991) appelaient des « émissions de survie » ne sont nullement équivalentes à des émissions « de luxe », et qu'un prix global unique ne respecte pas le principe des responsabilités communes mais différenciées. Tout écologiste ou presque sait cela. Que le mouvement écologiste admette le marché est indubitable, qu'il cherche à mettre en place un « capitalisme vert » n'est nullement avéré, c'est là toute la difficulté dont il convient de rendre compte si l'on veut progresser dans l'analyse. Si l'on écrase le marché sur le capitalisme alors on ne peut rien comprendre. Les ONG demandent depuis le départ que les mécanismes de type MDP (qui ne sont pas des marchés à proprement parler) soient des mécanismes qui permettent aux riches de payer pour le développement (propre) des pauvres, c'est quand même assez différent d'une TVA ou d'une « flat tax ». De plus Tanuro passe sous silence le fait que la loi de la valeur, si elle s'en tenait au calcul des coûts, refuserait tout simplement de payer pour les émissions de carbone. On peut donc regarder ce prix comme une victoire, ou au

moins Tanuro est-il contradictoire sur ce point, car d'après sa propre analyse payer pour le carbone est déjà une inflexion dans la loi de la valeur, de même que payer pour le travail. En tout cas son analyse manque ce que la limitation des gaz à effet de serre comporte comme rapports de forces, précisément. Même chose avec la compensation, que Tanuro condamne (p. 217) au motif qu'elle est strictement cohérente avec la loi fondamentale du capital, alors que celle-ci vise l'accumulation monétaire et non l'accumulation de capital naturel, laquelle est compatible avec la durabilité forte – ce qui ne dit rien d'ailleurs des dimensions sociales. Rien ne pousse, économiquement, les entreprises à compenser. C'est d'ailleurs sur une base volontaire que de tels dispositifs sont mis en place. Les entreprises n'y sont pas poussées par la loi de la valeur. On peut bien sûr critiquer ce volontariat, le trouver insuffisant dangereux etc. mais on ne peut pas le faire passer pour un effet de la loi de la valeur sans du même coup renoncer à comprendre comment opère la mobilisation écologiste. L'engagement des personnes concernées se trouve trahi – ce qui n'empêche pas que ces mécanismes soient par ailleurs détournés de leur but par des acteurs opportunistes.

## La consommation est un rapport social

Les difficultés se concentrent donc sur le second point mis en avant par Tanuro comme caractéristique du mouvement écologiste, relatif à la stratégie de changement. L'écologisme serait animé principalement par le souci d'une éthique individuelle de la conversion, ou le souci d'imposer ses choix par la force ou par la ruse, nous est-il dit. Il serait essentiellement une critique culturelle de la consommation (décroissance), qui méconnaîtrait la nécessité de contester le mode de production dans sa globalité. Cet ensemble d'affirmations pose de multiples problèmes.

Le premier est le rapport à la radicalité, qui a déjà été brièvement évoqué. Tanuro met en rapport les fractions les plus radicales du mouvement ouvrier et socialiste avec les définitions les plus molles de l'écologisme. Il aurait pu faire l'inverse : mettre en rapport les attitudes les plus réformistes du mouvement ouvrier, qui n'appellent bien souvent qu'à avoir un bon patron et des conditions de travail décentes, avec les fractions les plus radicales du mouvement écologiste, qui entend sortir ici et maintenant du productivisme. Comparons ce qui est comparable. Si on ne procède pas de la sorte la comparaison est non seulement déloyale, mais fausse. Ce premier point en entraîne un second, relatif aux auteurs mobilisés. Hans Jonas n'est pas la seule référence dans le mouvement écologiste, et il faut accorder à Latouche ce qu'il a réellement écrit. Tanuro ne dit rien de Gorz, Illich et bien d'autres. Quand on s'intéresse à l'ensemble des auteurs, c'est un tout autre panorama qui ressort. En particulier nul ne peut éviter de remarquer que la critique du capitalisme, côté « socialiste » et côté « écologiste », ne porte pas au même endroit. Le socialisme s'en prend aux rapports de production, l'écologisme aux rapports de consommation si l'on peut dire pour simplifier. Chacun sous l'angle de l'autre semble conservateur. Tanuro semble vouloir conserver l'accumulation, sans le profit peut-être mais cela n'est pas d'une grande importance d'un point de vue strictement écologiste : que les centrales nucléaires soient « socialistes » n'est pas beaucoup mieux à ses yeux. Si l'écologiste semble frileux dès lors qu'il s'agit d'installer les producteurs au pouvoir, c'est parce que les positions ouvrières et syndicales en matière d'écologie se sont montrées plutôt prudentes en général.

Sur le thème de la radicalité, Tanuro oublie aussi les critiques subies par l'écologisme, de la part de l'ordre établi, qui donnent quand même quelques indications sur leur nature à tous les deux (libéralisme et écologisme). On ne peut être trop long ici mais citons l'accusation

de khmers verts etc. venant de Luc Ferry et de bien d'autres. Nombreux sont les libéraux à avoir compris l'écologisme comme un recyclage du marxisme, ce fait doit quand même attirer l'attention. La désobéissance civile a été considérée comme une menace pour l'état de droit. Le discours écologiste sur la consommation, violant la souveraineté du consommateur, a été pris comme l'un des faux-nez du collectivisme. Le manque de foi dans la technologie a été considéré comme obscurantiste, anti-science et répétant l'erreur de Malthus. Les appels en faveur du respect de la nature ont été considérés comme faisant le lit d'un animisme primitiviste et prémoderne, si ce n'est totalitaire. Tels ont été très brièvement les arguments les plus fréquemment utilisés. Aucun d'entre eux n'indique clairement que l'écologisme en tant que mouvement social se situe du côté de l'ordre établi. Ce qui ne veut pas dire pour autant que les situations soient exactement comparables, nous y reviendrons. Quand ils sont comparés entre eux, les deux radicalismes peuvent à juste titre être appelés « anticapitalistes », bien qu'ils diffèrent par ce qu'ils entendent par là. L'un voit le problème dans le profit, tout en étant modéré sur l'accumulation, l'autre estime au contraire que la concurrence peut être tournée contre les grands monopoles. L'appel de Tanuro à être anticapitaliste (p. 259) tombe donc au moins en partie à plat, étant un peu vague. Tout indique plutôt que les deux mouvements sont nécessaires, dans leur spécificité, au moins dans le contexte historique qui est le nôtre. Tanuro semble d'ailleurs s'accorder avec cette perspective, quand il récuse le fait de pouvoir renvoyer l'écologie à plus tard, « après le Grand soir » (p. 136). C'est là encore une rupture franche avec ce qu'ont très majoritairement soutenu les socialistes et les communistes, tels Biolat en 1973, qui pensaient que les victoires dans ce domaine devaient être considérées comme un luxe ou un facteur de diversion par rapport au front principal : la lutte des classes.

La seconde question est le rapport au changement. L'écologisme utilise la liberté d'acheter, que le libéralisme accorde et retire dans le même temps, comme nous l'avons montré dans *Nature et Politique* (2014). On ne saurait évidemment reprocher à un livre écrit en 2009 de n'avoir pas tenu compte de notre argument. On peut malgré tout pointer de nouveau l'absence totale des auteurs écologistes les plus en vue chez Tanuro. Avoir travaillé ces auteurs aurait peut-être conduit Tanuro là où nous sommes nous-même arrivés, à savoir que l'écologisme peut être compris dans l'analyse marxiste de la valeur comme agissant sur le moment de la réalisation de la valeur. Tanuro aurait été amené à se rendre compte que le champ de bataille dans cette sphère-là a des règles bien différentes de celles qui régissent la lutte des classes, c'est le point que nous voudrions souligner ici. Cela lui aurait évité de reprendre sans la discuter cette idée reçue toute libérale selon laquelle le rapport de l'individu à la consommation est individuel, qu'il n'est pas un rapport social, « et donc » que les écologistes en appellent avant tout à une conversion et à une éthique individuelle de la modération. L'erreur est de penser que le moment de la production et de l'exploitation du travail est le seul et unique rapport au capitalisme ou au productivisme, on laissera ici planer le flou quant à la terminologie qui serait la meilleure. Tanuro qui n'a pas rendu compte de cela ne peut que conclure à l'erreur et à l'inefficacité de l'idée d'une « contagion culturelle ». L'expression « contagion » n'est pas tout-à-fait erronée, puisqu'elle renvoie à la question des mouvements de foule et de formation des masses militantes. Mais Tanuro en fait un objet de dérision, alors que c'est un enjeu majeur que le marxisme avait d'ailleurs théorisé dans le domaine de la production sous le motif de la conscience de classe. Tanuro ne rend pas compte de la richesse des analyses écologistes dans le domaine, avec des auteurs comme Gorz, Baudrillard, Galbraith, Veblen et bien d'autres, notamment Serge Moscovici (*Psychologie des minorités actives*) qui montrent après Sartre (1960, 1985) de quelle manière des minorités peuvent influencer des majorités, sur le plan des valeurs et des perceptions de soi. Ce sont les difficultés concrètes

que rencontre le mouvement écologiste qui expliquent sa forme, très largement. Le rapport à l'objet consommé a lieu dans les magasins, dans l'espace public (publicité etc.), les politiques d'aménagement du territoire etc. D'où une galaxie de groupes ou associations plus ou moins spécialisés, agissant principalement du dehors des lieux de production, et peuvent engager des démarches apparemment « personnelles ». On s'aperçoit de la difficulté dès lors qu'on cherche à vivre différemment, comme le montrent Jean Baudrillard (1970, 1972, 1973), Bernard Charbonneau (2014), Michelle Dobré (2002, 2009), et comme en témoignent Jade Lindgaard (2014) ou Sophie Caillat (2014). Tanuro ne peut pas en rendre compte à partir du moment où il ne situe pas le mouvement ouvrier et le socialisme dans l'espace de luttes qui a été et est encore le sien : le rapport entre capital et travail, qui se produit principalement sur le lieu de production. L'argument de la faiblesse des résultats obtenus par les écologistes peut aussi être retourné : ne devrait-on pas pour faire bonne mesure se gausser du peu d'effet des grèves et des appels comme ceux de Tanuro, et leur incapacité démontrée à « renverser le système » ?

La troisième question est évidemment relative au moteur du changement, c'est-à-dire au sujet de l'histoire comme disait le marxisme classique. Tanuro affirme que « face au défi environnemental, les deux atouts du « marxisme » (comme le dit le Principe responsabilité), ne sont pas ceux que Jonas identifie mais la production pour les besoins réels (qui ne se réduisent pas aux « besoins collectifs ») et la démocratie des producteurs. Or, sans la seconde, la première ne peut fonctionner, les besoins réels ne pouvant pas être identifiés ». (p. 257). C'est là une erreur, n'ayons pas peur de l'affirmer, pour trois raisons que nous avons déjà esquissées mais qu'il devient maintenant important de détailler. La première est que le fait de mettre les producteurs au pouvoir ne change pas grand-chose au marché de référence sur lequel leur activité se déploie. Dans une société très fortement industrialisées, dans laquelle tous les besoins sont enchâssés dans de très long détours de production, les producteurs représentent au mieux une partie infime des acheteurs de leurs propres produits. Ils sont contraints de vendre pour se payer. L'ignoble campagne de dénigrement menée contre les LIP ne les dispensait pas de produire des objets qui seraient jugés utiles, y compris en termes de rapport qualité-prix (à travail égal). Une fois au pouvoir, les producteurs seront donc, comme les capitalistes eux-mêmes, confrontés à la nécessité de « répondre à la demande » et d'être en concurrence. C'est d'ailleurs pour cette raison que Lutte Ouvrière refuse l'autogestion, ou que le socialisme pouvait difficilement être envisagé dans un seul pays. La révolution doit être totale, sinon rien. On retombe alors sur la question du socialisme et les moyens d'y parvenir, or Tanuro reste extrêmement vague à ce sujet. La seconde raison pour laquelle c'est une erreur est que les producteurs peuvent très bien n'être pas plus sensibilisés que la moyenne. Tanuro accepte l'idée d'un déficit de « conscience écologique », comme on disait autrefois « conscience de classe », encore une fois, puisqu'il reconnaît que l'un des grands enjeux est de « créer les conditions politiques et culturelles d'une responsabilisation collective pour ce qui est produit, donc consommé ». Qu'est-ce qui permet de garantir que les producteurs arrivant au pouvoir se trouveraient projetés instantanément dans une situation dans laquelle l'aliénation serait abolie ? Il faudrait au moins quelques arguments. Les exemples que Tanuro donne à l'appui de sa thèse sont très partiels : une expérience personnelle dans une usine de verrerie reconvertie à l'isolation et un exemple peu comparable d'autogestion de forêts par des paysans au 16e siècle (p. 267). Un numéro récent de la revue *Mouvements*[8] (« Le travail contre nature ? » 2014/4) et le dernier congrès du Riodd[9] (2014) explorent ces questions et montre que les choses sont bien plus complexes en la matière. Le modèle explicatif proposé par Tanuro est pour le moins déficient. Pourtant une autre piste est disponible, que l'on peut difficilement écarter : celle qui soutient que c'est l'écologisme qui défend le mieux l'écologie, c'est ce mouvement qui est le moteur de l'histoire sur ces

questions-là, de même le mouvement ouvrier dans le domaine de la production. La bonne question serait alors de poser la question de l'articulation d'un mouvement avec l'autre. Tanuro ne la pose pas, sur le plan théorique. Mais il y répond, en pratique, avec son livre, au sens où il contribue de manière efficace à augmenter le niveau de conscience écologique, dans des milieux traditionnellement hostiles, car dépendants de situations éloignées de ces préoccupations-là.

## Quels mouvements pour abolir l'état actuel ?

« Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel » (Marx K., *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions Sociales, 1982, Éd. Orig. 1846, p. 24)

La lecture de la transformation social-écologiste que nous avons proposée dans *Nature et Politique* (2014) nous permet d'éclairer le positionnement de Tanuro, ainsi que la raison de ses choix. Une relecture de Marx permet de situer l'action de l'écologisme au moment de la réalisation de la valeur, quand la marchandise va être vendue. C'est le moment de la consommation, qui se produit dans un contexte que Marx n'avait guère anticipé, d'une société de consommation. Les analyses de Sartre, reprises par Gorz, Galbraith, Baudrillard et bien d'autres permettent d'actualiser la pensée marxiste dans ces domaines-là. Le rapport à la consommation se produit dans une situation bien particulière et qui n'a pas de lien immédiat avec l'exploitation du travail, c'est ce qui explique que les luttes puissent diverger. L'écologiste voit le capitalisme ou le productivisme développer des usages inutiles qui deviennent obligatoires (Illich) et il veut y mettre fin – de son quotidien jusqu'aux « grands projets inutiles ». Son rêve est de débarrasser ces aménagements de l'habitat commun, au profit d'alternatives plus « autonomes ». L'ouvrier veut prendre le contrôle de l'outil qu'il manie chaque jour. Ces deux situations ne convergent pas spontanément, pour des raisons bien compréhensibles. L'usager a peu de prise sur les conditions de travail, même s'il essaie d'en avoir via la législation ou les labels tels que le commerce équitable. Le travailleur a peu de prises sur la production, étant pris dans des structures matérielles et des marchés qui déterminent à court terme son maigre revenu. C'est pour cette raison que l'écologisme radical n'est pas naturellement porté au socialisme[10], et que le champ politique largement structuré selon l'antagonisme entre travail et capital s'est montré relativement peu pressé d'intégrer la question écologique.

Un rapprochement est en cours, Daniel Tanuro y aura beaucoup contribué, qu'il en soit remercié. Ses hésitations et ses contradictions ont sans doute donné lieu à de beaux débats, à n'en pas douter, puisque dans le fond le propos de cet auteur fait bel et bien de l'écologisme, tout en continuant à se situer dans la rhétorique socialo-marxiste classique, y compris dans des « réfutations » qui n'en sont pas, ou qui semblent n'être pour l'essentiel que rhétoriques. C'est efficace sur le plan militant, puisque cela permet à Tanuro d'être identifié comme socialiste, et donc digne de confiance, y compris dans sa critique des « écologistes ». Mais ça l'est moins sur le plan de l'analyse, ou de l'articulation des mouvements, car les contradictions que nous avons pointées ne trouvent pas place et donc encore moins de solution. Étant plus à vocation identitaire et militante qu'analytique, cette méthode embrouille les choses plus qu'elles ne les clarifie, puisqu'elle ne peut se faire qu'au prix d'une faible précision conceptuelle. Mon hypothèse est que ce qui est observé du côté écologiste, en termes de monopole radical etc. peut être décliné au niveau de l'entreprise et du capitalisme pour ce qui est de l'exploitation du travail. Et vice-versa. Car l'enjeu est bien de trouver un cadre d'analyse qui rende justice à chacun, et dans ce but qui ne commence pas par généraliser sa propre situation, et juger celle de l'autre à partir de la

sienne propre.

**Bibliographie**

Agarwal A. & S. Narain, *Global Warming in an Unequal World. A Case of Environmental Colonialism*, New Delhi, Center for Science and Environment, 1991.

Baudrillard J., *Dans le miroir de la production*, Paris, Galilée, 1985, Éd. Orig. 1973.

Baudrillard J., *La société de consommation*, Paris, Gallimard, 2008, Éd. Orig. 1970.

Baudrillard J., *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Paris, Gallimard, 1972.

Bidet J., *Théorie générale*, Paris, PUF, 1999.

Biolat G., *Marxisme et environnement*, Paris, Editions sociales, 1973.

Caillat S., *Comment j'ai sauvé la planète*, Paris, Editions du Moment, 2014.

Caillé A., *Pour un manifeste du convivialisme*, Bordeaux, Le Bord de l'Eau, 2013.

Charbonneau B., *Nous sommes révolutionnaires malgré nous – Textes pionniers d'écologie politique*, Paris, Seuil, 2014.

Dobré M. & S. Juan (dir.), *Consommer autrement. La réforme écologique des modes de vie*, Paris, L'Harmattan, 2009.

Dobré M., *L'écologie au quotidien. Éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire*, Paris, L'Harmattan, 2002.

Droz J., *Histoire générale du socialisme*, Tome 1, Paris, PUF, 1974.

Flipo F. & al., *La face cachée du numérique*, Paris, L'Échappée, 2013.

Flipo F., *L'écologie politique est-elle réactionnaire? L'enjeu des choix technologiques chez John Bellamy Foster*, Sens Public, 16 juin 2010. [en ligne] http://www.sens-public.org/spip.php?article754

Flipo F., *Nature et politique*, Paris, Amsterdam, 2014.

Flipo F., *Petite philosophie écologiste*, Paris, Textuel, 2014.

Foster J.B., *Ecology against capitalism*, New York, Monthly Review Press, 2002.

Foster J.B., *Marx's ecology – materialism and nature*, New York, Monthly Review Press, 2000.

Gadrey J., *Adieu à la croissance*, Paris, Les Petits Matins, 2010.

Georgescu-Roegen N., *The Entropy Law and the Economic Process*, Cambridge, Harvard University Press, 1971. Traduction : La décroissance, Paris, Sang de la Terre, 2006.

Gillis P. & G. Wallenborn, « L'économie et la thermodynamique », Les Cahiers Marxistes,

Bruxelles, 235, mai-juin 2007.

Lindgaard J., *Je crise climatique*, Paris, La Découverte, 2014.

Lipietz A., « L'écologie politique et l'avenir du marxisme », Congrès Marx International, Paris, 27 Septembre 1995.

Postone M., *Temps, travail et domination sociale*, Paris, Mille et Une Nuits, 2009, Éd. Orig. 1986.

Quiniou Y., *Idées reçues – Marx*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2007.

Ribes J.-P., *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?* Paris, Seuil, 1978, p. 54.

Schmidt A., *Le concept de nature chez Marx*, Paris, PUF, 1994, Éd. Orig. 1962.

Tanuro D., « Marx, Mandel et les limites naturelles », Contribution au Colloque Ernest Mandel, 19 novembre 2005, Bruxelles.
http://www.ernestmandel.org/fr/surlavie/txt/colloque/tanuro.htm

Vadrot C.-M., *Déclaration des Droits de la Nature,* Paris, Stock, 1972.

Vadrot C.-M., *L'écologie, histoire d'une subversion*, Paris, Syros, 1978.

*Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.*

références

références

⇧**1** Par « marxisme classique » nous désignons la synthèse aux contours variables qui avait force de sens commun dans les années 50 et 60, par exemple celle qui est exposée chez Jacques Droz (1974). C'est à peu de choses près ce que Moishe Postone (2009) appelle « marxisme traditionnel » ou Jacques Bidet (1999) « marxisme classique ».

⇧**2** La « réfutation » des thèses de Nicholas Georgescu-Roegen est d'ailleurs un sport très pratiqué, dans ces années-là, par les marxistes classiques comme par les libéraux ; les auteurs qui s'y livrent oublient généralement de rappeler que les thèses de cet auteur ne sont mobilisées par les écologistes qu'à titre de guide, et non de bible.

⇧**3** http://www.univ-paris1.fr/fileadmin/DevDurable/Bilan_Carbone_UP_1__131_pages__0ct_09.pdf

⇧**4** Moscovici S. in Ribes J.-P., *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?* Paris, Seuil, 1978, p. 54.

⇧**5** Quiniou Y., *Idées reçues – Marx*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2007, p. 106.

⇧**6** *Ibid*., p. 71.

⇧**7** *Ibid.*, p. 59.

⇧**8** Mouvements.info

⇧**9** Riodd.net

⇧**10** Par exemple http://www.alternativelibertaire.org/?Climat-Social-le-Forum-de-l